Les discours de l'unité romaine au quatrième siècle

Hervé Inglebert

Le problème de l'unité de l'Empire romain concerne par définition des thèmes qui excèdent les dimensions provinciale ou régionale qui formaient la plupart des cadres de vie des habitants de l'Empire. Mais ce dernier n'était pas pour autant une superstructure étatique contrôlant de manière parasitaire un monde de cités. Il fut au contraire un élément structurant essentiel du monde antique dont il permit le développement socio-économique et civique par une intégration fiscale et commerciale sans précédent. Aussi, sa disparition en Occident au cinquième siècle eut-elle des conséquences importantes en termes de richesses¹ et de structures sociales.²

La question de l'unité romaine au quatrième siècle peut être abordée de deux manières. Ou bien on étudie la combinaison des aspects politiques, militaires et administratifs, voire religieux et culturels, qui conduisirent à l'apparition, au renforcement, puis à la séparation des deux parties, occidentale et orientale, de l'Empire. Ou bien on analyse la manière dont les Romains ont conçu ces évolutions. Or, on aboutit à une conclusion paradoxale : alors que les historiens de Rome se sont focalisés depuis la Renaissance sur la division de l'Empire, prélude à sa disparition en Occident, les sources antiques des quatrième et cinquième siècles insistent au contraire sur l'évidente unité du monde romain. Les Romains ont eu conscience du processus de division, mais il leur apparaissait secondaire.

Il n'y avait pourtant là nulle contradiction. Du point de vue du pouvoir, il y a bien eu successivement dualité des empereurs, des capitales, des sénats, des administrations, des armées, et souvent des grands conciles qui étaient convoqués et organisés par les empereurs, ce qui a mené à la progressive constitution des deux *partes imperii*, des tétrarques aux fils de Théodose. Mais de nombreuses réalités restaient communes, comme la citoyenneté, l'espace de circulation des personnes, des produits et des idées, ou l'idéal civique local. Et d'autres se renforcèrent, comme l'unité juridique, manifestée ensuite par la publication du Code Théodosien, ou la connaissance du latin parmi les élites

1 Bryan Ward-Perkins, *The Fall of Rome and the End of Civilization* (Oxford, 2005).

2 Chris Wickham, *Framing the Early Middle Ages. Europe and the Mediterranean, 400–800* (Oxford, 2005).

orientales. Enfin, de nouveaux discours unitaires apparurent, sur la *Romania* (voir *infra*), ou sur l'unité de l'Église, proclamée de Nicée (325) ou Constantinople (381), qui contribuèrent à développer un monde mental commun.

Afin de mieux prendre en compte ces différents aspects, il est utile de distinguer l'unicité, l'unité et l'unification du monde romain. L'unicité du monde romain renvoyait à son indivisibilité, et ceci était un principe qui n'était pas discutable : l'*imperium Romanum*, aux deux sens du pouvoir impérial et de l'empire romain territorial, ne pouvait être qu'un. Selon les époques, l'unicité du pouvoir impérial a pu être assurée par plusieurs empereurs, et celle du territoire par plusieurs *partes*. Mais le principe unitaire de l'*imperium* fut toujours réaffirmé par des moyens politiques (l'Auguste senior légitimait les autres en les choisissant ou en les reconnaissant) et rhétoriques (l'affirmation constante de la *Concordia Augustorum*, sauf en cas de guerre civile). Quant à l'unité du monde romain, elle était concrète et relevait généralement du pouvoir impérial : elle était politique (avec un seul empereur ou plusieurs empereurs d'une même famille), monétaire (un système commun, fondé à l'époque sur le *solidus*), juridique (un même droit public et privé). Mais dans certains domaines, comme celui du grand commerce ou des affaires ecclésiastiques, l'unité concrète ne dépendait pas que du pouvoir impérial. Enfin, l'unification du monde romain fut surtout celle, subjective, des mentalités, qui dépendaient à la fois du principe unitaire et des réalisations concrètes de l'unité. Il faut bien distinguer le principe unitaire de l'empire, les unités concrètes du monde romain, et les représentations mentales de celle-ci.³ On va désormais étudier les relations entre ces différents aspects en traitant d'abord les évolutions des troisième-quatrième siècles, puis les discours unitaires au quatrième siècle.

I Les évolutions des troisième-quatrième siècles

1 *Le partitum imperium*

Le thème du *partitum imperium* est fort ancien, car Tite Live le signalait déjà lors de la guerre d'Hannibal, en 209 avant J.-C., lorsque les consuls partagèrent régionalement l'*imperium* en Italie du sud,⁴ ce qui était différent du partage chronologique habituel d'une journée sur deux entre les magistrats. L'idée était que l'*imperium* comme sphère de compétence était un et indivisible, mais

3 Pour un exemple de la nécessaire prise en compte des mentalités des contemporains, Hervé Inglebert, "Introduction: Late Antique Conceptions of Late Antiquity," dans *The Oxford Handbook of Late Antiquity*, ed. S.F. Johnson (New York, 2012), pp. 3–30.

4 Tite Live 27.7.7.

qu'il pouvait être partagé en deux aires géographique d'application. Ce schéma a persisté jusqu'à la fin de l'empire romain. Il a pu exister diverses *partes*, mais il n'y avait qu'un seul *imperium Romanum*, qu'une seule *res publica*. Ceci est particulièrement net lorsqu'on étudie les phénomènes dit d'usurpation. Tout prétendant à la pourpre visait à dominer seul la totalité de l'Empire. Au troisième siècle, il n'y a pas eu un « empire des Gaules » de Postumus, ni un « empire de Palmyre » de Wahballath.⁵ Un empire romain sécessionniste ou une pluralité d'empires romains étaient des non-sens idéologiques.

Si on écarte le sens de *pars* comme région de l'empire,⁶ partage du pouvoir⁷ et les significations annexes,⁸ l'utilisation de *pars imperii* au sens de partie territoriale de l'empire semble tardive. Vers 315, dans son *De mortibus persecutorum*, Lactance accuse Dioclétien d'avoir divisé l'*orbis* en quatre parties⁹ ; mais il ne s'agissait là que de quatre zones stratégiques d'un même empire, ce que comprenait Lactance en insistant sur l'existence de quatre armées. Il en était de même vers 400 dans l'*Epitome de Caesaribus*, à propos des trois fils de Constantin,¹⁰ qui décrit des régions, mais non des entités administratives structurées. En revanche, vers 413, Augustin d'Hippone mentionne les deux parties de l'empire romain en lien avec les deux empereurs.¹¹ Et ailleurs, il parle

5 Voir Michel Christol, *L'empire romain du III^e siècle* (Paris, 1997), et David S. Potter, *The Roman Empire at Bay AD 180–395* (London, 2004). Sur Zénobie, Annie et Maurice Sartre, *Zénobie de Palmyre à Rome* (Paris, 2014).

6 Velleius Paterculus 2.97.1, éd. et trad. Joseph Hellegouerc'h, *Velleius Paterculus, Histoire romaine* (Paris, 1982) : *Sed dum in hac parte imperii omnia geruntur prosperrime* ; « Pendant que dans cette partie de l'Empire, toutes les opérations étaient couronnées de succès... ».

7 Pseudo-Aurelius Victor, *Epitome de Caesaribus* 12.9, éd. et trad. Michel Festy, *Pseudo-Aurélius Victor, Abrégé des Césars* (Paris, 1999) : *Hic Traianum in liberi locum inque partem imperii cooptavit; cum quo tribus vixit mensibus* ; « Il (Nerva) adopta Trajan, l'associa à l'empire, et vécut avec lui trois mois ».

8 Le terme a pu désigner le parti autant que la partie, voir Tacite, *Histoires* 4.70 : *in partes Vespasiani*.

9 Lactance, *De mortibus persecutorum* 7, édition et traduction de J. Moreau, *Lactance, De la mort des persécuteurs* (Paris, 1954) : *Tres enim participes regni sui fecit in quattuor partes orbe diviso et multiplicatis exercitibus* ; « Il associa en effet trois princes à son pouvoir divisant le monde en quatre parties et multipliant le nombre des armées ».

10 Pseudo-Aurelius Victor, *Epitome de Caesaribus* 41.20 : *Hi singuli has partes regendas habuerunt* ; « Chacun eut à gouverner les régions suivantes ».

11 À propos de Théodose et de Valentinien II, Augustin, *De civitate Dei* 5.26, éd. B. Dombart et A. Kalb, trad. G. Combès : *Unde et ille non solum uiuo seruauit quam debebat fidem, uerum etiam post eius mortem pulsum ab eius interfectore Maximo Valentinianum eius paruulum fratrem in sui partes imperii tamquam christianus exceptit pupillum (...) Mox*

de « l'empereur oriental » ou de « la partie orientale » en désignant l'autre moitié du monde romain.¹² Mais cette division entre Occident et Orient ne recouvrait pas toujours les autres sens d'*Oriens* en latin.¹³

Ceci signifie que pour les auteurs anciens, l'essentiel était non la présence d'une capitale ou d'une administration territoriale, mais celle d'un empereur. Le nombre des empereurs déterminait le nombre des *partes*, et celles-ci avaient d'abord une signification politique et militaire. On peut penser que l'existence de deux structures administratives a contribué après 360 à fixer le nombre d'empereurs à deux. Mais cela n'était pas une nécessité ; on ne sait si Julien ou Jovien auraient rapidement choisi un collègue, et Honorius a nommé Auguste Constance III. On pouvait donc avoir deux *partes* et un seul empereur, ou deux empereurs associés dans une seule *pars*.

2 L'unité territoriale

La question de l'unité territoriale de l'empire a été posée de diverses manières aux troisième-quatrième siècles. La première fut purement politique, mais resta marginale. Il s'agit de la situation décrite par Hérodién à la mort de Sep-

tyranni Maximi extincor Valentinianum puerum imperii sui partibus, unde fugatus fuerat, cum misericordissima ueneratione restituit ; « Il (Théodose) ne se contenta d'ailleurs pas de lui (Gratien) conserver sa fidélité de son vivant. Après sa mort, quand Maxime son meurtrier chassa son jeune frère Valentinien, il recueillit celui-ci comme pupille et chrétien dans sa partie de l'empire. (...) Vainqueur du tyran Maxime, il rétablit avec tous les témoignages d'une respectueuse compassion le jeune Valentinien dans la partie de l'empire dont il avait été chassé ».

- 12 Augustin, *Sermon* 46, éd. C. Lambot (Turnhout, 1954), trad. H. Inglebert : *Ubi sit Cyrene, forte nescis : Lybia est, Pentapolis est, contigua est Africae, ad orientem magis pertinet ; uel in distributione prouinciarum imperatorum cognosce : imperator orientalis mittit iudicem ad Cyrenen (...) Orientalis est. Lybia enim duobus modis dicitur, uel ista quae proprie Africa est, uel illa orientis pars, quae contigua est Africae, et omnino collimitanea*. "Ignore-rai-tu où est Cyrène ? Elle est en Libye, en Pentapole, et, proche de l'Afrique, relève en fait de l'Orient. Apprends-le au moins de la répartition des provinces des empereurs : c'est l'empereur oriental qui envoie un gouverneur à Cyrène (...) Il (Symon de Cyrène) est oriental. Car il y a deux Libyes, l'une est vraiment en Afrique, et l'autre dans la partie orientale, tout près et vraiment limitrophe de l'Afrique".
- 13 Hervé Inglebert, "Pars oceani orientalis : les conceptions de l'Orient chez les géographes de l'Antiquité tardive," dans *Antiquités Sémitiques 2 : Des Sumériens aux Romains d'orient : la perception géographique du monde : espaces et territoires au Proche-Orient ancien : actes de la table-ronde du 16 novembre 1996 / organisée par l'URA 1062 «Études sémitiques»*, éd. A. Sérandour (Paris, 1997), pp. 177–98.

time Sévère en 211. D'après l'historien, qui écrivait vers 245,¹⁴ on pensa alors diviser l'empire en deux parties, européenne et asiatique, avec deux capitales, – Rome en Occident, et Alexandrie ou Antioche en Orient, ce qui pouvait s'inspirer du temps d'Octavien et de Marc Antoine – deux armées, mais aussi deux sénats. L'assassinat de Géta par Caracalla mit fin à ce projet ; la division envisagée fut rejetée au motif que le pouvoir suprême ne se partageait pas.

La seconde fut stratégique. Elle naquit de la tension entre l'unicité du pouvoir impérial et la pluralité des fronts régionaux. Les armées romaines étaient provinciales et dépendaient de leur gouverneur,¹⁵ mais il existait parfois des contextes particuliers où il fallait organiser des commandements régionaux unifiés. Dans un cadre offensif, la logique voulait que l'empereur s'en chargeât personnellement, comme le firent Domitien ou Trajan, ou qu'il délèguât un tel *imperium* à un membre de sa famille, comme ce fut le cas au début de l'Empire avec Agrippa, Drusus, Tibère ou Germanicus. Mais lorsque le danger menaçait plusieurs fronts, l'empereur, chef suprême des armées, devait parfois déléguer un pouvoir militaire important à un général compétent, ce qui créait un risque de révolte et de guerre civile. Pour éviter celles-ci, on avait pu au Haut Empire confier des armées nombreuses à quelqu'un qui, faute d'un important réseau politique au sein du Sénat, ne pouvait se révolter, ce qui explique en 66 le choix d'envoyer Vespasien en Judée contre les Judéens révoltés. Cette solution ne fut plus efficace après 235 lorsque l'appui de l'armée devint suffisant pour prendre le pouvoir, comme le montra l'accession au trône de Maximin de Thrace. La meilleure solution fut alors de confier un grand commandement à un membre de la famille impériale associé au pouvoir (c'était déjà le cas sous Marc Aurèle avec Lucius Verus ; on eut ensuite les exemples de Priscus, frère de Philippe ; de Gallien, fils de Valérien ; de Carin fils de Carus ; et ensuite du système diarchique et tétrarchique de Dioclétien). Selon les périodes, le nombre d'empereurs a pu varier de deux à quatre, en particulier à cause du danger variable des fronts rhénan et danubien.¹⁶ Enfin, on devait parfois confier un grand com-

14 Hérodien, *Histoire des empereurs romains* 4.3.5–7. Caracalla aurait reçu l'Europe, Géta l'Asie, la frontière étant sur les détroits du Bosphore et des Dardanelles, avec deux garnisons antagonistes à Byzance et Chalcédoine ; l'Afrique du nord aurait été partagée selon la frontière administrative linguistique, l'Égypte et la Cyrénaïque revenant à Géta.

15 Au Haut-Empire, les provinces les plus importantes regroupaient trois légions, soit, avec les corps auxiliaires rattachés, environ 10% des soldats romains, et en temps ordinaire, cela n'était pas suffisant pour se révolter, sauf en cas de crise de succession. Mais après la guerre civile de 193–197, Septime Sévère limita à deux le nombre maximal de légions dans les provinces (division de la Bretagne, de la Syrie et de la Pannonie).

16 Le Rhin était devenu un front secondaire depuis la fin du premier siècle de notre ère, et sous Marc Aurèle, le danger venait du Danube et de l'Orient. Le front du Rhin ne redevint

CARTE 1.1 *Un problème stratégique : la guerre sur trois fronts Vers 270, la fragmentation de l'Empire est une solution politique.* SOURCE : HERVÉ INGLEBERT, *ATLAS DE ROME ET DES BARBARES, III^E-VI^E SIÈCLE. LA FIN DE L'EMPIRE ROMAIN EN OCCIDENT* (PARIS, 1999), P. 26.

mandement sur le seul critère de la compétence, ce qui entraînait souvent une usurpation (sous Marc Aurèle avec Avidius Cassius, sous Philippe avec Pacatien et Dèce).

La troisième façon d'aborder la question de l'unité territoriale de l'empire fut administrative. La création des préfectures régionales du prétoire à partir

dangereux qu'au début du troisième siècle, ce qui justifia les interventions de Caracalla et de Maximin, et surtout après 255, durant une vingtaine d'années. Gallien et ses fils furent en Italie du nord, de façon à intervenir sur le Rhin et le Danube grâce à un *comitatus* mobile, ou sur le Rhin de 255 à 260. Après 260, la situation de crise sur le Rhin justifia « l'empire gaulois », Gallien étant retenu sur le Danube pour protéger l'Italie. Après 275, la situation fut plus calme sur le Rhin et le Danube, et on retrouva la dualité stratégique qui avait existé entre Valérien (en Orient contre les Sassanides) et Gallien (en Occident sur le Rhin et le Danube), avec Carus et Carin, puis avec Dioclétien et Maximien. Mais avec ces derniers, les secteurs de responsabilité avaient changé ; on avait désormais un empereur chargé de l'Orient et du Bas-Danube, et un autre chargé du Rhin et du Haut-Danube. Ceci continua ensuite avec Galère et Constance Chlore, puis Licinius et Constantin.

CARTE 1.2 *Un problème stratégique : la guerre sur trois fronts. Vers 340, les préfectures régionales du Prétoire sont une solution administrative.* SOURCE : HERVÉ INGLEBERT, *ATLAS DE ROME ET DES BARBARES, III^E-VI^E SIÈCLE. LA FIN DE L'EMPIRE ROMAIN EN OCCIDENT* (PARIS, 1999), p. 27.

de 325 fut un processus complexe, car, comme l'a montré Pierfrancesco Porena, leur nombre varia selon la logique stratégique des trois fronts, les héritages tétrarchiques et l'adaptation politique au nombre des héritiers de Constantin.¹⁷ En effet, l'existence des douze diocèses créés par Dioclétien permettait différents types de découpages. La logique stratégique des trois grandes préfectures du prétoire qui s'imposa après 340 reprenait de fait la division politique des années 270 (voir cartes 1.1 et 1.2). Mais elle tenait compte de la réflexion tétrarchique qui avait rassemblé l'Orient et le Bas-Danube dans un même ensemble défensif. Ceci amena l'installation durable d'une résidence impériale sur les détroits, avec Nicomédie d'abord, et Constantinople ensuite. Mais le rang de nouvelle capitale attribuée à celle-ci eut des conséquences immédiates, fiscales avec l'attribution de l'annone d'Égypte au ravitaillement de Constanti-

17 Pierfrancesco Porena, *Le origini della prefettura del pretorio tardoantica* (Rome, 2003), pp. 563–575.

nople, et honorifiques avec la création d'un Sénat de Constantinople.¹⁸ À cela s'ajoutèrent ensuite la création de deux ordres sénatoriaux équivalents par Constance II, et la partition de l'armée de campagne de Julien après la mort de Jovien en 364. Mais si on avait désormais deux empereurs, deux capitales, deux administrations, deux armées, et en un mot, deux *partes*, l'existence des trois préfectures régionales perpétuèrent jusqu'en 395, date de la division de l'Illyricum, un avantage territorial, qui existait depuis 316¹⁹ en faveur de l'Occident. Mais la limite de 395 entre les deux *partes* n'était ni nécessaire, ni définitive. La mort de Théodose avait été imprévue, Gildon révolté en 397 voulut faire allégeance à Constantinople, et Stilichon allié à Alaric aurait pu modifier les équilibres stratégiques dans les Balkans après 400. Seules les invasions de 407 en Gaule détournèrent l'Occident de ses ambitions dans l'Illyricum.

3 *Les facteurs d'unification*

Le fait que ces évolutions furent en partie accidentelles et qu'elles n'aient concerné que certains domaines explique que la structuration progressive des deux *partes* ne fut pas comprise par les contemporains comme une remise en cause de l'unité du monde romain. En effet, les éléments de continuité l'emportaient : l'unité juridique, celle, commerciale, de la Méditerranée, et la permanence des valeurs communes, l'idéal civique, le goût des spectacles, le rôle des aristocraties et de la culture classique.

De plus, il exista de nouveaux et puissants facteurs d'unification aux troisième-quatrième siècles : l'extension de la citoyenneté romaine en 212 ; la crise des années 249–275, où les élites civiques, du Rhin à Palmyre via Athènes, durent choisir entre Rome et ses ennemis, et choisirent toujours Rome ; la disparition des particularismes civiques (les monnayages locaux après 260, pour des raisons économiques, et les droits locaux après 280, par décision impériale) ; le rôle croissant du latin et du droit romain dans la formation des élites orientales à partir de Dioclétien ; la fin des privilèges fiscaux italiens sous Dioclétien, et la provincialisation *de facto* de l'Italie ; la création d'une administration d'empire plus nombreuse et plus professionnelle sous Dioclétien et Constantin ; la création d'un nouvel ordre sénatorial élargi par Constantin.

18 Gilbert Dagron, *Naissance d'une capitale. Constantinople et ses institutions de 330 à 451* (Paris, 1974) ; L. Grig and G. Kelly eds., *Two Romes. Rome and Constantinople in Late Antiquity* (Oxford, 2012).

19 Émilienne Demougeot, "Le partage des provinces de l'Illyricum entre la pars occidentis et la pars orientis, de la Tétrarchie au règne de Théodoric," dans s.n., *La géographie administrative et politique d'Alexandre à Mahomet, Actes du colloque de Strasbourg (14–16 juin 1979)* (Leiden, 1981), pp. 229–53.

Ainsi, s'il exista au quatrième siècle des facteurs concrets, principalement stratégiques, de partition entre Orient et Occident, ceci ne concerna que l'appareil d'état (la capitale, l'annone, l'administration, l'armée de chaque *pars*), mais ne remit en question ni le principe de l'unicité impériale, ni l'unification de plus en plus importante des mentalités autour des valeurs romaines partagées.

II Les discours unificateurs

On connaît toute l'ambiguïté du thème de la *concordia* à Rome, que l'on invoquait surtout lorsque régnait la discorde, comme le montrèrent la reconstruction (ou la construction) du temple de *Concordia* après la mort de Caius Gracchus,²⁰ et le développement du thème de la *concordia* chez Cicéron durant les guerres civiles.²¹ Sous l'Empire, le discours politique et idéologique sur la *Concordia* persista,²² et le terme prit alors deux grandes significations. D'une part, il désignait une vertu divine, dont l'empereur manifestait les bienfaits, parfois appelée *Concordia Augusta*, ou *Concordia Augusti*, généralement représentée par le type d'une Concorde en train de sacrifier. De l'autre, il signifiait une entente humaine, souvent symbolisée par la *unctio dextrarum*.²³ Sur la plupart des monnaies, on trouve en fait *Concordia Exercitum* ou *Concordia Militum*, afin de montrer les relations supposées idéales entre l'empereur avec les soldats qui fondaient, en dernier recours, son pouvoir.

Le thème de la *Concordia Augustorum* n'avait de sens que s'il existait au moins deux Augustes, et il n'apparut donc qu'avec Marc Aurèle et Lucius Verus

20 Ines d'Arco, *Il culto della Concordia e la lotta politica tra IV e II sec. A. C.* (Rome, 1998).

21 Philippe Akar, *La Concordia à la fin de la République romaine* (2008, Thèse Paris I, non publiée). Voir également Hermann Strasburger, *Concordia ordinum, eine Untersuchung zur Politik Ciceros* (Frankfurt am Main, 1931) et Ettore Lepore, *Il Princeps ciceroniano egli ideali politici della tarda Repubblica* (Naples, 1954).

22 Paola Zanzarri, *La Concordia romana : politica e ideologia nella monetazione dalla tarda Repubblica ai Severi* (Rome, 1997) ; Frédéric Hurlet, "Le consensus et la concordia en Occident (premier – troisième siècles ap. J.-C.). Réflexions sur la diffusion de l'idéologie imperial," dans *Idéologies et valeurs civiques dans le monde romain*, éd. H. Inglebert (Paris, 2002), pp. 163–178 ; John Alexander Lobur, *Consensus, Concordia, and the formation of Roman imperial ideology* (New York, 2008) ; Céline Solmy Fauque de Jonquières, *Consensus et Concordia de la fin de la République à la mort d'Alexandre Sévère* (2008, Thèse Paris IV, non publiée).

23 Sylvie Baudemont Guenaire, *La représentation de Concordia dans l'art romain* (1986, Thèse Paris IV, non publiée).

(see fig. 6.2, p. 103). Ce thème officiel fut présent surtout sur les monnayages, et secondairement dans l'épigraphie (quelques inscriptions, de Marc Aurèle et Lucius Verus à Valentinien et Valens).²⁴ Comme chaque Auguste détenait l'*imperium* militaire, la concorde était absolument nécessaire pour éviter la guerre civile. Elle était donc affirmée pour rassurer les soldats ou les populations, ou était revendiquée par les usurpateurs désireux de se faire reconnaître comme légitimes.

La thématique de la *concordia* a connu un développement important sous la tétrarchie, où elle est manifestée sur les monnaies, mais aussi dans les panégyriques latins et dans les groupes sculptés des tétrarques. Ceci s'explique pour deux raisons. D'une part, le système tétrarchique réunissait au sein du collège impérial des hommes qui, à la différence des Augustes des deuxième et troisième siècles, n'appartenaient pas à la même famille, même s'ils étaient ensuite unis après leur désignation par des liens matrimoniaux et idéologiques. D'autre part, la répartition des tâches militaires, puis des zones administratives, prit des formes institutionnalisées qui n'existaient pas aux époques précédentes et qui purent être présentées par Lactance comme une partition de l'Empire. Le thème de la *concordia* fut ensuite secondaire sous Constantin, empereur unique, avant de redevenir courant ensuite jusqu'à la fin de l'Empire.²⁵ Il est certain que la *Concordia Augustorum* fut facilitée de 324 à 455 par l'appartenance des empereurs aux dynasties constantinienne, valentinienne et théodosienne, car la légitimité familiale permit d'écarter des prétendants comme Magnence, Maxime, Eugène ou Jean.²⁶

Mais l'existence de divers empereurs et ensuite des *partes imperii* comme structures administratives ne remettait pas en cause l'unicité et l'unité du monde romain. Cela est manifeste par exemple chez Eutrope, qui mentionnait vers 369 les divers partages ou règnes partagés, tout en signalant toujours au

24 Marc Aurèle et Lucius Verus : AE (1933) 00119 (Aquincum) ; CIL 08.08300 (Cuicul). Septime Sévère, Caracalla et Julia Domna : CIL 08.17289 (Thamugadi) ; Valentinien et Valens : AE (1895) 00108 (Thamugadi).

25 Les chrétiens de Rome reprirent le thème de la *Concordia Apostolorum* pour l'opposer à la discorde romaine, principalement celle de Romulus et Rémus : J.M. Huskinson, *Concordia Apostolorum: Christian propaganda at Rome in the fourth and fifth centuries: a study in early Christian iconography and iconology* (Oxford, 1982) ; voir aussi Charles Pietri, "Concordia apostolorum et renovatio Urbis (Culte des martyrs et propagande pontificale)," *Mélanges d'Archéologie et d'Histoire* 73 (1961), 275–322, repris dans *Roma Christiana : recherches sur l'Église de Rome, son organisation, sa politique, son idéologie, de Miltiade à Sixte III (311–440)* (Rome, 1976), pp. 1583–1596.

26 Le cas de l'usurpation de Julien en 360–361 est différent, car il était un cousin de Constance II.

singulier l'existence de l'*imperium Romanum*,²⁷ de l'*orbis Romanus*,²⁸ de la *res publica*²⁹ ou de la *res Romana*.³⁰ Le discours politique de la *Concordia Augustorum* officielle ne faisait que proclamer, au-delà des divisions politiques, et malgré les guerres civiles, l'unité d'un même monde. L'existence des *partes* n'a jamais remis en cause l'unité idéologique de l'Empire.

Le discours sur l'unité de l'Église était ancien et fut systématiquement utilisé contre ceux que l'on accusait d'être hérétiques ou schismatiques.³¹ Le thème de la catholicité pouvait recevoir un sens géographique majoritaire, ou un sens essentialiste minoritaire lié à la préservation de la pureté doctrinale, comme ce fut le cas pour les donatistes. Dans son acception géographique, les chrétiens pouvaient penser, depuis le deuxième siècle, que l'empire du Christ était plus vaste que celui de Rome, et ceci est toujours attesté aux quatrième et cinquième siècles.³²

Dans sa relation avec l'Empire romain, le christianisme pouvait être perçu comme un facteur de fragmentation de la société romaine, ce contre quoi réagirent certains empereurs comme Valérien et les tétrarques. Mais l'idée d'un empire démoniaque avait peu à peu disparu au troisième siècle et après 300, certains en vinrent à penser qu'il existait un lien privilégié entre le monothéisme et la monarchie impériale (Eusèbe de Césarée), puis entre le christianisme et l'empereur (à partir de Constantin), et enfin entre l'unité de l'Église et celle de l'Empire (Optat de Milève). On construisit ainsi peu à peu de Constantin à Théodose le modèle dominant de l'empire romain chrétien, de type eusé-

27 Eutrope, 10.13.

28 Eutrope, 10.1.

29 Eutrope, 10.1 ; 10.4 ; 10.9.

30 Eutrope, 10.6.

31 Un bon exemple en fut le traité de Cyprien, *De unitate ecclesiae*, qui connut deux variantes selon ses relations avec les évêques de Rome ; voir P. Siniscalco, P. Mattei, M. Poirier éd., *Cyprien de Carthage, L'unité de l'Église*, Sources Chrétiennes 500 (Paris, 2006).

32 On peut penser à Rufin d'Aquilée et aux conversions des Géorgiens, des Sarracènes et des Axoumites ; cf. Françoise Thélamon, *Païens et chrétiens au IV^e siècle. L'apport de l'Histoire ecclésiastique de Rufin d'Aquilée* (Paris, 1981). On peut aussi raisonner à partir des langues : Augustin, *Sermon Dolbeau* 24.2, mentionnait comme langues ecclésiastiques catholiques celles des Latins, des Grecs, des Puniques, des Hébreux, des Syriens, des Indiens, des Cappadociens et des Égyptiens. Apponius, *In canticum canticorum* 90, éd. B. de Vréville et L. Neyrand, CCL 19:308–9 (Turnhout, 1986), citait comme langues de la prédication évangélique l'hébreu, le grec, l'égyptien, le copte, le latin, et l'assyrienne, l'araméen devenu ensuite le syriaque. Pour un commentaire de ces textes, Hervé Inglebert, "Universalité chrétienne et monarchie impériale romaine d'après les Sermons Dolbeau 22, 24, 25", dans G. Madec éd., *Augustin prédicateur (395–411)* (Paris, 1998), pp. 449–70.

bien.³³ Les empereurs étaient soucieux de l'unité de l'Église pour des raisons d'ordre public, et parce qu'ils pensaient ainsi être agréables au Dieu qui les protégeait. Mais les chrétiens étaient incapables de s'entendre et les prétentions de l'évêque de Rome à être supérieur aux autres dans les domaines théologique et disciplinaire n'étaient acceptées ni en Orient, ni même en Afrique. Et c'est parce qu'ils furent sollicités comme juges par les évêques que les empereurs durent intervenir dans les affaires de l'Église dès 314 en Occident avec l'affaire donatiste, puis dès 324 en Orient avec la crise arienne. Pour aboutir à l'unité, les empereurs devaient soit appuyer l'un des partis en présence, et ainsi apparaître comme persécuteur aux yeux des autres, soit tenter de proposer des formules de compromis, ce qui mécontentait tout le monde. Le moyen impérial de gérer ces crises fut le concile universel dont le premier exemple fut Nicée (325). Mais s'il existait deux empereurs, il fallait un accord entre eux pour organiser un concile universel, comme ce fut le cas à Sardique en 343, ou organiser deux conciles régionaux, comme ce fut le cas à Constantinople et Aquilée en 381. Mais même un empereur unique pouvait choisir de procéder par *pars*, comme le fit Constance II avec les conciles de Rimini, Séleucie et Constantinople en 359.

Si l'on met à part le cas donatiste qui divisa l'Afrique de 312 à 411, l'unité théologique chrétienne n'exista à peu près dans l'Empire que de Nicée à Sardique (325–342/43)³⁴ et de Constantinople à Chalcédoine (381–451).³⁵ Comme le discours sur la Concorde, celui sur l'unité de l'Église était généralement développé lors des divisions. Aussi a-t-on ici affaire à un discours certes théologique, mais aux applications essentiellement idéologiques et politiques. Comme l'Empire, l'Église était censée être a priori unitaire, même si ni l'un ni l'autre ne manifestaient une unité concrète durable.

33 Hervé Inglebert, *Les Romains chrétiens face à l'histoire de Rome : histoire, christianisme et romanités en Occident dans l'Antiquité tardive (III^e-V^e siècles)* (Paris, 1996).

34 Voir la contribution de Josef Rist dans ce volume.

35 Au cinquième siècle, l'institutionnalisation de l'église de Perse (reconnaissance comme église nationale en 410, autonomie doctrinale et disciplinaire vis-à-vis d'Antioche en 424, adoption d'une variante théologique antiochienne (« nestorienne ») en 484–86) amena de sa part une distinction nette entre l'Église d'Orient (de l'empire perse sassanide) et l'Église d'Occident (de l'empire romain). Mais cette représentation ne fut pas acceptée en Occident.

Le terme de *Romania* est attesté dans les textes latins, vers 330–340.³⁶ Le terme ne devint courant qu'après 380.³⁷ Le terme était utilisé par opposition aux barbares extérieurs, pour désigner le territoire romain (*orbis Romanus*) et au cinquième siècle, également la puissance romaine (*imperium Romanum*). En grec, le terme signifia le territoire romain à partir de 375–378.

Le thème de la *Romania* renvoyait à la manière dont les habitants de l'Empire se redéfinirent au quatrième siècle.³⁸ Certes, le thème d'un *imperium Romanum* étendant son influence jusqu'aux confins indiens du monde subsista jusqu'à la fin du quatrième siècle, en interprétant les ambassades lointaines comme des signes de soumission, ou en rêvant avec Julien de propager l'hellénisme chez les Perses. Mais de fait, la crise du troisième siècle avait amené la fin des prétentions hégémoniques romaines,³⁹ et le renforcement du sentiment de cohésion entre les habitants de l'empire face aux barbares désormais pensés comme des ennemis dangereux, et non plus comme des étrangers à conquérir.

Ainsi, vers 359, l'auteur de l'*Expositio totius orbis et gentium* marquait bien la différence entre les territoires extérieurs et celui des Romains, en parlant de « notre terre », tout en prenant acte de l'existence des deux pôles de pouvoir en Orient et en Occident.⁴⁰ Vers 390, Ammien Marcellin, en décrivant l'empire sassanide selon un modèle spatial concentrique d'origine perse, admettait l'existence d'un autre monde de fait inassimilable.⁴¹ En 417, Orose signalait le

36 J. Irmscher, "Sulle origini del concetto Romania," dans s.n., *Da Roma alla Terza Roma, III. Popoli e spazio romano tra diritto e profezia* (Napels, 1986), pp. 421–9.

37 Il est employé par l'évêque homéen Maximin lors du concile d'Aquilée en 381, par Ammien Marcellin vers 390 (16.11.7) puis chez Orose en 417 (Orose, 1.3.20 ; 3.7.43).

38 Le *barbaricum* est un terme du deuxième siècle, mais il prit des significations différentes au quatrième siècle en latin (où il désigne l'Europe centrale, mais pas l'empire perse) et en grec (où il s'applique à tous les étrangers, y compris perses).

39 Du moins sous leurs formes politiques traditionnelles. Mais Constantin rénova le thème en se présentant après 324 comme le protecteur des chrétiens partout dans le monde dans une lettre adressée au roi sassanide Shapour II ; cf. Eusèbe de Césarée, *Vie de Constantin*, 4.9–13.

40 *Expositio totius mundi et gentium* 21, éd. et trad. Jean Rougé (Paris, 1966) : *Quoniam vero necessarium est et nostram terram, hoc est Romanorum, conscribere* ; « Mais puisqu'il est maintenant nécessaire de décrire notre pays, c'est-à-dire celui des Romains » ; id. 22 : *nostra terra* ; *Expositio* 44 : *aspice in duo comitata orientis quoque et occidentis*, qui renvoie aux deux armées et aux deux entourages de Constance II et Julien.

41 Lionel Mari, *Les représentations de l'espace chez Ammien Marcellin* (1995, Thèse Paris IV, non publiée), exemplaire dactylographié, pp. 620–626 (à paraître chez Latomus). La description chorographique de l'empire perse se trouve en Ammien Marcellin, *Histoires* 23.6. 15–73.

Danube comme limite entre les barbares et « *le côté de notre mer* ». ⁴² Et les empereurs en parlant parfois d'*orbis noster* admettaient qu'il en existait d'autres et que l'*orbis Romanus* pouvait ne pas être équivalent à l'*orbis terrarum*.

Mais un autre facteur amena en particulier les habitants de la partie orientale de l'Empire à se définir comme Romains plus qu'ils ne l'avaient fait auparavant. Jusqu'ici, ils avaient pu être fiers de se faire reconnaître comme Hellènes. Mais après 300, avec la récupération idéologique du terme par les néoplatoniciens, dont Julien fut le plus célèbre, l'hellénisme prit un sens autant religieux que culturel. Aussi, malgré Grégoire de Nazianze, les Orientaux se définirent de moins en moins comme Hellènes et de plus en plus comme Romains, en particulier après 363.

Vers 550 en grec, vers 600 en latin, *Romania* désignait l'empire de Constantinople, dont la Rome de Grégoire le Grand, mais n'incluait plus les régions soumises aux Francs ou aux Wisigoths. ⁴³ En revanche, de 350 à 480, ce terme unifia des populations qui pouvaient relever de divers pouvoirs, mais qui avaient conscience de participer à un même ensemble défini par le droit (celui du Code Théodosien), par la religion (chrétienne nicéenne) et par un lien de fidélité à l'empire de Rome qui les poussait à se définir comme Romains. Alors que l'Empire et l'Église étaient de fait le plus souvent divisés, la *Romania* désignait une unité concrète et définissait de manière spontanée et durable cette communauté d'humains qui se savaient ou se voulaient Romains et non barbares. À la différence des discours officiels sur l'Empire et l'Église, celui sur la *Romania* fut spontané.

⁴² Orose, *Histoires* 1.2.54.

⁴³ Sous Justinien, Procope considérait que les Occidentaux avaient conservé les *nomoi patrioi* (= le droit romain), ce qui les définissait comme Romains ; mais ceci excluait les Berbères de cette définition aux yeux de Constantinople ; voir Yves Modéran, *Les Maures et l'Afrique romaine* (Rome, 2003). Pour Cosmas Indicopleustès, la *Romania* était l'empire de Justinien. À la fin du sixième siècle, les Mérovingiens se sentaient en dehors de la *Romania* (Venance Fortunat) et on s'est ensuite défini comme Francs au nord de la Loire (Pseudo-Frédégaire). Le ralliement des Wisigoths au catholicisme permit aux Espagnols de se définir comme Goths après 587–89. En revanche, le sentiment de romanité persistait en Italie au temps de Grégoire le Grand, mais aussi en Aquitaine ; cf. Michel Rouche, *L'Aquitaine : des Wisigoths aux Arabes (418–781) : naissance d'une région* (Paris, 1979).

Conclusion

On peut dire qu'au quatrième siècle, les discordes étaient unitaires. En effet, elles ne visaient pas à fragmenter l'empire ou la société romaine, mais à le rendre homogènes. Chaque dirigeant d'une *pars imperii* pouvait songer à réunifier l'Empire. Les chrétiens espéraient bien convertir tout le monde à leur foi, mais Julien pensait la même chose avec son hellénisme rénové. Entre eux, les chrétiens ne cherchaient pas à fonder différentes églises, mais à imposer leur orthodoxie. Au quatrième siècle, aucune guerre civile, aucune différence religieuse ne visait une sécession, et il ne fut de même au cinquième siècle. Il fallut attendre le règne de Justinien, trois générations après Chalcédoine, pour que les miaphysites organisent une autre église concurrente. Les seules véritables différences au sein de l'Empire furent liées à la présence des Germains subordinationnistes.

En réalité, parce qu'après 300, les habitants de l'empire furent plus proches les uns des autres qu'auparavant, les différences entre Romains devinrent d'autant plus choquantes. Aussi, le quatrième siècle et une grande partie du cinquième siècle ne furent pas l'époque de la division du monde romain, mais au contraire celui de sa plus grande unification mentale, au moins telle qu'elle fut vécue par ses élites, mais aussi concrète. En effet, le fait d'être Romain dépassait alors les clivages entre Latins et Grecs, entre païens et chrétiens. Car à l'unité de l'*imperium Romanum* depuis Auguste, à celle de la *civitas* depuis 212, à celle de la *romanitas* depuis Tertullien, s'était ajoutée celle de la *Romania* au quatrième siècle. Et si le christianisme nicéen devint religion dominante après 391–394, l'unité de culte autour du christianisme ne fut imposée par Justinien que vers 527–529.

C'est bien alors, de 350 à 500, que l'on ressentit le plus le fait d'être Romain, comme l'exprimèrent Ammien Marcellin vers 395 ou Orose vers 417. Ce dernier pouvait écrire « *ubique patria, ubique lex et religio mea est* » et « *inter Romanos (...) Romanus, inter Christianos Christianus, inter homines homo* ». ⁴⁴ Au cinquième siècle, Jérôme, Augustin, ou Hydace n'ont jamais eu l'impression qu'il existait deux états romains. Et Théodose II ne pensait pas différemment en donnant un empereur de sa famille à l'Occident en 423 en la personne de Valentinien III et en faisant promulguer son Code à Rome et à Constantinople en 438, réaffirmant ainsi l'unité dynastique et juridique d'un monde romain que l'on ne pouvait pas penser pluriel.

44 Orose, *Histoires*, V.2.1 et 2.8 ; éd. et trad. Marie-Pierre Arnaud-Lindet, *Orose, Histoires contre les païens* (Paris, 1991) ; « partout est ma patrie, partout ma loi et ma religion » ; « Romain parmi les Romains, chrétien parmi les chrétiens, humain parmi les humains ».

Bibliographie

- Philippe Akar, *La Concordia à la fin de la République romaine* (2008, Thèse Paris I, non publiée).
- Ines d'Arco, *Il culto della Concordia e la lotta politica tra IV e II sec. A. C.* (Rome, 1998).
- Michel Christol, *L'empire romain du III^e siècle* (Paris, 1997).
- Gilbert Dagron, *Naissance d'une capitale. Constantinople et ses institutions de 330 à 451* (Paris, 1974).
- Émilienne Demougeot, *Le partage des provinces de l'Illyricum entre la pars occidentis et la pars orientis, de la Tétrarchie au règne de Théodoric*, dans *La géographie administrative et politique d'Alexandre à Mahomet, Actes du colloque de Strasbourg (14–16 juin 1979)* (Leiden, 1981), pp. 229–53.
- Lucy Grig et Gavin Kelly eds., *Two Romes. Rome and Constantinople in Late Antiquity* (Oxford, 2012).
- Sylvie Baudemont Guenaire, *La représentation de Concordia dans l'art romain* (1986, Thèse Paris IV, non publiée).
- Frédéric Hurlet, "Le consensus et la concordia en Occident (I^{er}–III^e siècles ap. J.-C.). Réflexions sur la diffusion de l'idéologie imperial," dans *Idéologies et valeurs civiques dans le monde romain*, éd. Hervé Inglebert (Paris, 2002), pp. 163–178.
- J.M. Huskinson, *Concordia Apostolorum: Christian propaganda at Rome in the fourth and fifth centuries: a study in early Christian iconography and iconology* (Oxford, 1982).
- Hervé Inglebert, *Les Romains chrétiens face à l'histoire de Rome : histoire, christianisme et romanités en Occident dans l'Antiquité tardive (III^e–V^e siècles)* (Paris, 1996).
- , "Pars oceani orientalis : les conceptions de l'Orient chez les géographes de l'Antiquité tardive," dans *Antiquités Sémitiques II : Des Sumériens aux Romains d'Orient : la perception géographique du monde : espaces et territoires au Proche-Orient ancien : actes de la table-ronde du 16 novembre 1996 / organisée par l'URA 1062 «Études sémitiques»*, éd. A. Sérandour (Paris, 1997), pp. 177–98.
- , "Universalité chrétienne et monarchie impériale romaine d'après les Sermons Dolbeau 22, 24, 25," dans *Augustin prédicateur (395–411)*, éd. Goulven Madec (Paris, 1998), pp. 449–70.
- , *Atlas de Rome et des barbares, III^e–VI^e siècle. La fin de l'empire romain en Occident* (Paris, 1999).
- , "Introduction: Late Antique Conceptions of Late Antiquity," dans *The Oxford Handbook of Late Antiquity*, éd. Scott F. Johnson (New York, 2012), pp. 3–30.
- J. Irmscher, "Sulle origini del concetto Romania," dans *Da Roma alla Terza Roma, III. Popoli e spazio romano tra diritto e profezia* (Naples, 1986), pp. 421–29.
- Ettore Lepore, *Il Princeps ciceroniano : e gli ideali politici della tarda Repubblica* (Naples, 1954).

- John Alexander Lobur, *Consensus, Concordia, and the formation of Roman imperial ideology* (New York, 2008).
- Lionel Mari, *Les représentations de l'espace chez Ammien Marcellin* (1996, Thèse Paris IV, non publiée).
- Yves Modéran, *Les Maures et l'Afrique romaine* (Rome, 2003).
- Charles Pietri, "Concordia apostolorum et renovatio Urbis (Culte des martyrs et propagande pontificale)," dans *Mélanges d'Archéologie et d'Histoire* 73 (1961), 275–322.
- Charles Pietri, *Roma Christiana : recherches sur l'Église de Rome, son organisation, sa politique, son idéologie, de Miltiade à Sixte III (311–440)* (Rome, 1976).
- P. Siniscalco, P. Mattei, M. Poirier eds., *Cyprien de Carthage, L'unité de l'Église*, Sources Chrétiennes 500 (Paris, 2006).
- Pierfrancesco Porena, *Le origini della prefettura del pretorio tardoantica* (Rome, 2003).
- David S. Potter, *The Roman Empire at Bay AD 180–395* (London, 2004).
- Michel Rouche, *L'Aquitaine : des Wisigoths aux Arabes (418–781) : naissance d'une région* (Paris, 1979).
- Céline Solmy Fauque de Jonquières, *Consensus et Concordia de la fin de la République à la mort d'Alexandre Sévère* (2008, Thèse Paris IV, non publiée).
- Hermann Strasburger, *Concordia ordinum, eine Untersuchung zur Politik Ciceros* (Frankfurt am Main, 1931).
- Françoise Thélamon, *Paiens et chrétiens au IV^e siècle. L'apport de l'Histoire ecclésiastique de Rufin d'Aquilée* (Paris, 1981).
- Bryan Ward-Perkins, *The Fall of Rome and the End of Civilization* (Oxford, 2005).
- Chris Wickham, *Framing the Early Middle Ages. Europe and the Mediterranean, 400–800* (Oxford, 2005).
- Paola Zanzarri, *La Concordia romana : politica e ideologia nella monetazione dalla tarda Repubblica ai Severi* (Rome, 1997).